

Source :

<https://www.sortirdunucleaire.org/c%CC%A7a-bouge-dans-le-Re%CC%81seau-Quelques-moments>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°70 > **Ça bouge dans le Réseau ! Quelques moments forts sur le terrain**

15 novembre 2016

Ça bouge dans le Réseau ! Quelques moments forts sur le terrain

Impossible de parler de tout, mais voici en bref, quelques temps forts passés ou à venir, en complément des actions mises en lumière dans les autres pages de cette revue. Pour alimenter cette rubrique, merci d'écrire par e-mails à Mélisande Seyzériat, coordinatrice nationale des groupes et actions. Contact : mobilisations@sortirdunucleaire.fr

Pari réussi pour les "200 000 pas à Bure" : 2000 personnes étaient au rendez-vous

Le dimanche 5 juin, les collectifs opposés au projet CIGÉO ont organisé un grand rassemblement à Bure pour dire non à l'enfouissement des déchets radioactifs aux confins de la Meuse et de la Haute-Marne. Près de 2000 personnes étaient présentes, venant parfois de loin car des bus avaient été affrétés depuis Nantes, Paris... Ainsi que des départs groupés organisés depuis l'Alsace, la Normandie... Le matin, les participant-e-s ont pu se promener sur un des trois parcours de marche prévus et constater la beauté du paysage meusien, amené à être saccagé si l'Andra construit son centre d'enfouissement. Ensuite, les marcheurs ont convergé devant le labo de Bure pour un pique-nique partagé.



Pendant l'après-midi, des intervenant-e-s se sont relayé-e-s sur la scène pour rappeler toutes les graves entorses à la démocratie qui entourent ce projet, dénoncer sa dangerosité et annoncer les prochaines échéances. De nombreuses personnes ont pris le micro pour apporter leur soutien aux opposant-e-s qui luttent depuis parfois depuis plus de 20 ans contre l'Andra.

Mais le clou du spectacle était la construction du "monstre CIGÉO" : dès le petit matin, juste devant l'entrée de l'Andra, de nombreuses personnes se sont relayées pour creuser deux grands trous dans le sol, afin d'y installer une structure en ferraille grillagée. Cette structure de quatre mètres de haut en forme de grand bonhomme a été remplie de pierres pendant l'après-midi, afin d'être bien stable, puis la tête a été installée et décorée pour donner un visage au monstre CIGÉO. Et il paraît que l'Andra a bien galéré pour déloger le monstre !



Une belle mobilisation qui en annonçait d'autres... Car seulement quelques jours après le rassemblement, l'Andra a commencé - sans autorisation - les travaux dans la forêt de Mandres-en-Barrois qui doit notamment accueillir les puits d'aération de CIGÉO. Toute une partie de la forêt a été arrachée, des grilles ont été installées, avec des vigiles pour les surveiller. Mais ça n'a pas empêché l'occupation.

Le 19 juin : la forêt de Mandres-en-Barrois est libérée

Face à l'affront de l'Andra qui a commencé les travaux en toute illégalité, en prétextant "un défrichage", un grand pique-nique festif était organisé seulement deux semaines après les 200 000 pas, le 19 juin, dans la forêt de Mandres, dite "bois Lejuc". Mais en fin de journée, bon nombre de personnes ne sont pas rentrées à la maison et ont décidé d'occuper le terrain afin d'empêcher la destruction de la forêt et de protéger cette nature meusienne.



Beaucoup d'habitant-e-s de Mandres étaient présent-e-s. Il faut dire qu'en 2013, l'agence a agité ses millions et ses promesses d'emploi pour faire main basse sur ce bois : lors d'une consultation, la majorité des habitant-e-s de Mandres a dit non. Car dans cette forêt, on fait les affouages (libre ramassage de bois pour les besoins domestiques en chauffage), on se promène, on cueille : elle fait partie de la vie. Mais, en avril 2015, l'Andra est revenue à la charge. À 6 h du matin, le conseil municipal a voté, par 7 voix pour et 4 contre, l'échange du bois Lejuc contre le bois de la Caisse proposé en contrepartie par l'Andra qui en était propriétaire. Depuis presque un an, les habitant-e-s ont multiplié les recours pour récupérer le bois Lejuc et empêcher le début de la décharge atomique. Réunions publiques, recours gracieux et recours au tribunal administratif contre l'échange du bois ont fait renaître une résistance locale, mais n'ont pas empêché le début des travaux.



Le seul moyen d'empêcher l'Andra de couper les arbres était de les protéger par une présence continue dans le bois. Dans l'appel "Occupy la Meuse", qui a été diffusé juste après le début de l'occupation, nous pouvions lire : "Nous occupons cette forêt pour bloquer le début des travaux de CIGÉO. Nous savons que rien n'arrêtera l'avancée de la poubelle dans les couloirs feutrés du Parlement, sinon le rapport de force sur le terrain. De gauche à droite, les politiciens applaudissent à tout rompre au son du clairon atomique, plus encore quand il s'agit de "rendre service aux générations futures". Occuper maintenant, c'est reprendre la main sur un projet refusé depuis plus de 20 ans, c'est tenter d'avoir une prise sur un ennemi qui, partout ailleurs, s'est rendu insaisissable.

Nous occupons cette forêt d'une autre vie, joyeuse, inventive, collective, contre la société nucléaire et son monde de militaires et de vigiles, d'experts souriants et de dosimètres, d'exploitation des terres et des peuples. Là où ils veulent déboiser, nous construisons des refuges. Là où ils érigent des barbelés, nous ouvrons des chemins. Là où ils fabriquent leur désert de solitude et de résignation, nous affirmons notre joie d'être ensemble, en résistance. Maintenant, tout l'été, toutes et tous à Bure pour bloquer CIGÉO !"

Pendant les 18 jours qu'aura duré cette occupation, les militant-e-s et habitant-e-s ont construit des cabanes, un grand préau pour être au sec, avec l'aide d'agriculteurs du coin. Ensemble ils ont redonné vie à la forêt de Mandres, avec des repas partagés, des soirées conviviales, des ateliers. Pourtant, le 28 juin, une ordonnance d'expulsion est adressée aux occupant-e-s. Un recours est déposé dans la foulée, car cette occupation est légitime : l'Andra a commencé les travaux sans autorisation. Mais le jeudi 7 juillet à 6 h du matin, de nombreux CRS ont délogé sans réelle sommation les personnes qui défendaient la forêt, malgré le report de la demande de suspension de l'ordonnance d'expulsion au 13 juillet. Le recours n'étant pas suspensif, l'expulsion a eu lieu.

Mais les habitant-e-s et les militant-e-s reviendront. Un appel a largement circulé à Notre-Dame-des-Landes le week-end des 9 et 10 juillet, alors que la lutte à Bure était l'invitée d'honneur lors du festival contre l'aéroport.

11 juillet : action devant l'Assemblée Nationale contre la loi Longuet

Une quinzaine de militant-e-s ont déployé une banderole "Enterrez la loi Longuet, pas les déchets radioactifs !" devant l'Assemblée Nationale pour dénoncer le vote de la loi relative à l'enfouissement. Le groupe a pu rester un petit quart d'heure avant d'être "escorté" à 500 m de là par deux cordons de policiers. Mais dans le cortège, deux journalistes de LCP ont aussi été embarqués, ainsi que la députée de Paris, Cécile Duflot, qui a pu poster en direct sur le web la vidéo du contrôle d'identité.

Alors que la gestion des déchets radioactifs est une question grave, qui concerne tou-te-s les Français-es et pèsera sur un territoire pour des millénaires, cette loi a été adoptée à la va-vite par une poignée de député-e-s - une vingtaine - dans l'indifférence générale, avec le soutien d'un gouvernement qui se gargarise de "démocratie environnementale".

1er juillet : die-in devant le Ministère de la Défense



Une trentaine de militants se sont retrouvés devant le Ministère de la Défense le vendredi 1er juillet lors d'un die-in organisé par Armes Nucléaires Stop à l'occasion du cinquantième anniversaire du premier essai nucléaire en Polynésie : le début d'une longue série qui a pris fin en 1996. Car entre 1966 et 1996, 46 essais aériens et 147 essais souterrains ont été effectués par l'armée française, contaminant pour des milliers d'années ces îles du Pacifique, et fragilisant considérablement les atolls de Moruroa et Fangataufa.



Aujourd'hui, du plutonium est toujours présent sous ces atolls ; s'ils venaient à s'effondrer, cela libérerait une quantité extrêmement importante de radioactivité dans le Pacifique et pourrait provoquer un tsunami sur les îles voisines.